

ROYAUME DE BELGIQUE

KONINKRIJK BELGIE

AVIS DU CONSEIL D'ETAT

Le CONSEIL D'ETAT, section de législation, quatrième chambre, saisi par le Ministre de l'Economie et des Télécommunications, le 18 juin 1998, d'une demande d'avis, dans un délai ne dépassant pas un mois, sur un avant-projet de loi "relative à l'activité d'autorités de certification agréées en vue de l'utilisation de signatures digitales", a donné le 16 septembre 1998 l'avis suivant :

ADVIES VAN DE RAAD VAN STATE

De RAAD VAN STATE, afdeling wetgeving, vierde kamer, op 18 juni 1998 door de Minister van Economie en Telecommunicatie verzocht hem, binnen een termijn van ten hoogste een maand, van advies te dienen over een voorontwerp van wet "betreffende de werking van erkende certificatie-autoriteiten met het oog op het gebruik van digitale handtekeningen", heeft op 16 september 1998 het volgende advies gegeven :

OBSERVATIONS GENERALES

1. Le 13 mai 1998, la Commission européenne a communiqué au Parlement européen, au Conseil, au Comité économique et social et au Comité des Régions une proposition de directive du Parlement européen et du Conseil sur un cadre commun pour les signatures électroniques (1).

Cette proposition de directive vise à faciliter l'utilisation des signatures électroniques et à assurer leur reconnaissance juridique. Elle tend à "instituer un cadre juridique pour certains services de certification accessibles au public, afin d'assurer le bon fonctionnement du marché intérieur dans le domaine des signatures électroniques" (article premier).

Tout comme le présent avant-projet, la proposition retient comme principe le libre accès au marché de la fourniture des services de certification (2), tout en autorisant les Etats membres à "instaurer ou maintenir des régimes volontaires d'accréditation visant à élever le niveau du service de certification fourni" (article 3).

(1) Doc. Com(98)297final du 13 mai 1998 "Proposition de directive du Parlement européen et du Conseil sur un cadre commun pour les signatures électroniques (Directive présentant de l'intérêt pour l'EEE).

(2) La définition donnée par la directive des "prestataires de services de certification" correspond à ce que l'avant-projet de loi appelle "autorité de certification". La terminologie communautaire doit être préférée, afin de ne pas induire en erreur sur la nature privée de l'activité de certification.

La proposition de directive s'écarte toutefois sur un point essentiel de l'avant-projet à l'examen.

En effet, alors que l'avant-projet ne soumet à une série d'obligations que les "autorités de certification" agréées et les titulaires des certificats délivrés par ces autorités et, en contrepartie, attribue une valeur juridique particulière aux seules signatures accompagnées d'un certificat délivré par une "autorité de certification agréée" (1), la proposition de directive prévoit, d'une part, que les dispositions que les Etats membres adoptent conformément à elle, s'appliquent à tous les prestataires de services de certification établis sur leur territoire (article 4, paragraphe 1er), qu'ils soient ou non accrédités et, d'autre part, que les Etats membres veillent à ce que les signatures électroniques reposant sur un certificat agréé délivré par un prestataire de service de certification qui satisfait aux exigences de la directive, aient la même valeur juridique d'une signature manuscrite et soient admissibles en justice de la même façon que les signatures manuscrites (article 5, paragraphe 2).

D'autres différences significatives apparaissent entre l'avant-projet de loi et la proposition de directive.

Ainsi, par exemple, dans cette dernière, la notion de signature électronique pouvant être assimilée à une signature manuscrite, reste neutre par rapport à la technologie utilisée et n'est donc pas strictement limitée, comme dans l'avant-projet, à la cryptographie asymétrique.

(1) Voir également l'article 3, § 4, de l'avant-projet.

Autre exemple : dans la proposition de directive, le prestataire de services de certification peut s'exonérer de sa responsabilité en cas d'erreur dans les informations contenues dans le certificat s'il démontre qu'il a pris toutes les mesures raisonnablement applicables pour vérifier les informations (article 6, paragraphe 2), et il peut indiquer une valeur limite des transactions pour lesquelles le certificat est valable (article 6, paragraphe 4). Quant à lui, l'avant-projet ne contient pas de telles dispositions, mais prévoit par contre une limitation des clauses contractuelles restrictives de responsabilité.

Autre exemple encore : l'article 8, paragraphe 2, de la directive indique qu'un prestataire de services de certification ne peut recueillir des données personnelles que directement auprès de la personne qui en fait l'objet, ce qui exclut une vérification de l'identité auprès du registre national des personnes physiques, ainsi que le prévoit l'article 7, alinéa 4, de l'avant-projet pour les signatures utilisées dans les relations avec les autorités publiques.

Au vu de ces divergences, il appartiendra à l'auteur de l'avant-projet d'apprécier s'il n'est pas souhaitable d'attendre que la directive européenne soit adoptée, avant de légiférer dans cette matière, afin d'éviter de devoir modifier considérablement la loi peu de temps après son entrée en vigueur.

En effet, il semble en tout cas que l'on puisse d'ores et déjà considérer, sans grand risque de se tromper, que le législateur fédéral devra réglementer, de manière

.../...

générale, la prestation de services de certification de signatures électroniques, et ne pas se limiter à prévoir des droits et des obligations pour les seuls prestataires agréés. Il est peu probable que la directive s'engage dans cette voie, qui est susceptible de ne pas assurer la libre prestation de ces services dans l'Union européenne et l'Espace économique européen.

2. Le système d'agrément envisagé par l'avant-projet constitue une entrave à la libre prestation de services dans la mesure où son article 17 prévoit que les certificats délivrés par les "autorités de certification" domiciliées dans d'autres Etats membres de l'Union européenne ou parties à la Convention sur l'Espace économique européen, ne sont assimilés à des certificats délivrés conformément au projet de loi que si ces "autorités" figurent sur une liste dressée par "l'administration", qui appréciera le "niveau de sécurité" des certificats.

L'article 3, § 4, alinéa 2, de l'avant-projet est également contraire à la libre prestation des services.

3. L'article 3, § 5, de l'avant-projet à l'examen dispose qu'«une signature digitale, réalisée sur (la) base d'un certificat émis dans les conditions fixées par la loi en projet, constitue une signature au sens de l'article 1322 du Code civil lorsqu'elle est appliquée à cette fin par une personne physique».

.../...

La référence est faite à l'article 1322 actuel du Code civil.

Il convient cependant de tenir compte du fait que l'article 3 de l'avant-projet de loi "visant à modifier certaines dispositions du Code civil relatives à la preuve des obligations", actuellement soumis à l'avis du Conseil d'Etat sous le n° L. 27.982/2, tend à compléter ledit article 1322 du Code civil par les alinéas suivants :

"Est assimilé à une signature manuscrite l'ensemble de données issues de la transformation de l'écrit et dont ressort avec certitude l'identité de l'auteur et son adhésion au contenu de l'écrit.

En cas d'application de l'alinéa précédent, est assimilé à un acte sous seing privé original l'écrit signé dont le maintien de l'intégrité du contenu est établi avec certitude."

La portée de cette modification est plus large que celle de l'article 3, § 5, à l'examen puisque, selon l'exposé des motifs, de l'avant-projet de loi référencé L. 27.982/2 :

"La définition -ensemble de données issues de la transformation de l'écrit- est tellement large qu'elle ne se limite pas aux procédés techniques de signature "digitale" existant pour le moment."

D'autres différences existent également entre les deux textes : l'article 3, § 5, à l'examen ne s'applique qu'aux signatures appliquées par une personne physique et utilise l'expression "constitue une signature au sens de

.../...

l'article 1322 du Code civil", tandis que dans l'autre avant-projet, l'article 1322, alinéa 2, en projet, ne prévoit rien quant à la personnalité physique ou morale- du signataire et emploie l'expression "est assimilé à une signature manuscrite".

Il conviendrait de régler dans le seul article 1322 du Code civil la force probante de la signature numérique, faute de quoi deux textes différents régiraient une même situation.

4. La signature digitale, si elle permet d'identifier l'auteur d'un acte et de garantir l'intégrité de cet acte, ne présente toutefois pas les mêmes garanties contre la falsification qu'une signature manuscrite.

Si celle-ci peut être imitée frauduleusement par un tiers, la personne à qui on opposerait un acte ainsi signé peut toujours désavouer son écriture et en demander la vérification en justice (article 1324 du Code civil). Le recours à l'expertise graphologique pourra lui donner raison.

Par contre, la garantie d'authenticité de la signature digitale repose entièrement sur le caractère secret de la clé privée du signataire. Si un tiers venait à percer ce secret et à utiliser frauduleusement la signature digitale, le titulaire devra prouver qu'il n'a pas été l'utilisateur de sa propre clé (1). Cette preuve risque toutefois d'être dans bien des cas impossible à apporter.

(1) Voir l'article 11 de l'avant-projet.

Le titulaire d'une clé privée est en fait soumis à un double risque, la divulgation accidentelle de sa clé et le déchiffrement frauduleux de celle-ci. Il doit supporter l'entière responsabilité de ce risque (1).

Cette constatation amène aux considérations suivantes :

- 1° ne conviendrait-il pas de prévoir également des dispositions relatives à la fourniture de paires de clés de chiffrement ? La sécurité du système repose en effet sur la fiabilité des cryptogrammes utilisés. L'utilisation de la signature digitale étant appelée à se développer, ne court-on pas le risque de voir apparaître sur le marché des clés de chiffrement n'offrant pas toutes les garanties de sécurité ?
- 2° en raison des progrès de la technique, une clé indéchiffrable aujourd'hui pourrait rapidement ne plus l'être. C'est d'ailleurs pour cette raison, entre autres, que la durée de validité des certificats est limitée. Mais cette limitation ne résout pas, loin s'en faut, tous les problèmes.

Ainsi, selon E. Davio (2),

-
- (1) Voir en ce sens E. Davio, Questions de certification, signature et cryptographie, in Internet face au droit, Cahiers du Centre de Recherches Informatique et Droit, n° 12, Bruxelles, Story Scientia, 1997, p. 80 et les auteurs cités en note, par cet auteur.
 - (2) E. Davio, Preuve et certification sur Internet, R.D.C., 1997, pp. 660 et suivantes.

.../...

"Une clé réputée indéchiffrable à ce jour pourrait ne plus l'être dans 5 ou 10 ans. Quelle valeur pourrait-on reconnaître alors aux éléments de preuve constitués aujourd'hui ? ...".

L'avant-projet se limite à prévoir que l'information fournie par l'autorité de certification au candidat titulaire doit se rapporter "à la nécessité de soumettre des données signées numériquement à une nouvelle signature lorsque, après un certain temps, la sécurité de la signature numérique existante n'est plus garantie".

Cette disposition est manifestement insuffisante (1) pour répondre aux nombreuses questions pratiques qui ne manqueront pas de se poser.

5. L'article 2, 4°, de l'avant-projet prévoit que le titulaire du certificat peut être "une personne physique, morale de droit privé ou de droit public, une administration publique ou une association de fait".

Une personne morale ne peut, en tant que telle, signer un document. Sa volonté s'exprime au travers des personnes physiques habilitées à la représenter. Rien ne s'oppose toutefois à ce qu'un certificat lui soit délivré. Ce dernier garantira que la personne physique qui utilise une clé privée est habilitée à la représenter. Si le document ainsi signé ne pourra, conformément au Code civil,

(1) On peut même douter du caractère réalisable et utile d'une mesure qui consisterait à signer à nouveau des documents remontant à plusieurs années.

constituer un acte sous seing privé - l'article 3, § 5, l'exclut d'ailleurs expressément -, il pourra toutefois constituer un élément de preuve important, notamment dans les relations entre commerçants. La personne morale peut en outre parfaitement être identifiée et assumer les obligations que la loi impose aux titulaires d'un certificat.

Il en va tout autrement d'une association de fait. Si celle-ci peut, dans certaines hypothèses, être titulaire de droits, tels que celui d'agir en justice, elle ne dispose toutefois pas de la personnalité juridique lui permettant de contracter des droits et des obligations et son "identité" est impossible à certifier.

En ce qui concerne les "administrations publiques", de deux choses l'une : ou bien elles ont la personnalité juridique (Etat, communautés et régions, organismes d'intérêt public, ...) et sont dès lors déjà visées par la catégorie des personnes morales (de droit public), ou bien elles ne constituent pas des personnalités juridiques distinctes de l'autorité dont elles font partie, et dans cette hypothèse, elles ne peuvent être le sujet des droits et obligations du titulaire d'un certificat (1).

Les mots "association de fait" et "administrations publiques" seront dès lors omis de l'article 2, 2° et 4° et des autres dispositions de l'avant-projet où on les rencontre également.

(1) Rien ne s'oppose, et l'avant-projet le prévoit d'ailleurs expressément, que l'Etat, par exemple, dispose de plusieurs signatures électroniques garanties par autant de certificats et utilisés chacune par différents services de l'Etat. Ce dernier restera en tout état de cause le titulaire de ces certificats.

OBSERVATIONS PARTICULIERES

Intitulé

Il est suggéré de rédiger l'intitulé comme suit :

"Projet de loi relative aux autorités de certification agréées en vue de l'utilisation de signatures numériques" (1).

Le texte de l'avant-projet soumis à l'examen est dépourvu de salutation, d'indication du ministre proposant et d'arrêté de présentation.

Il y a lieu de remédier à ces lacunes.

Chapitre premier

Le mot "objectif" sera omis, les objectifs d'une loi devant être indiqués dans l'exposé des motifs et non dans le dispositif qui ne doit contenir que des dispositions normatives.

Pour la même raison l'article 3, § 1er, sera omis.

(1) L'expression "signatures numériques" est la seule correcte du point de vue de la langue; elle est celle utilisée par la Commission européenne dans sa communication du 8 octobre 1997 "Vers un Cadre européen pour les Signatures Numériques et le Chiffrement : Assurer la sécurité et la confiance dans la communication électronique" (Cf. exposé des motifs, point 1).

Article 2

1. Au 1°, on écrira "signature numérique : ..."

2. En ce qui concerne le 2°, l'expression "personne morale de droit privé ou de droit public" est inutilement longue.

En effet, une personne morale est nécessairement de droit public ou de droit privé.

Dès lors que les deux types de personnes morales sont visés, il suffit d'écrire "personne morale".

La même observation vaut pour l'article 7, alinéa 3.

3. Au 5°, on écrira "Le ministre qui a les Affaires économiques dans ses attributions..".

4. Au 6°, il n'appartient pas au législateur de confier directement des tâches d'exécution à un service administratif. Il s'agit en effet d'une prérogative du pouvoir exécutif.

Par ailleurs, il y a lieu d'utiliser le mot "agrément" au lieu du mot "agrération".

.../...

Cette observation vaut pour l'ensemble de l'avant-projet.

Article 3

Le paragraphe 4, alinéa 1er, serait mieux rédigé comme suit :

"§ 4. Nul n'est tenu de recourir à une autorité de certification agréée.".

Article 4

1. A l'alinéa 2, le mot "notamment" confère une habilitation trop large au Roi; il sera omis.

2. Lorsque, à l'intérieur d'une phrase, des subdivisions numérotées s'imposent, le numérotage s'effectue par 1°, 2°, 3°, etc.

La même observation vaut pour les articles 6 et 13, § 2.

3. Certaines des conditions énumérées à l'article 4, alinéa 2 semblent faire double emploi. Il s'agit des points d) et i).

.../...

4. Dans le texte français, il faut sans doute lire "interopérabilité" au lieu de "intéropabilité".

5. La structure de l'article 4 devrait être revue de manière à distinguer les conditions qui doivent être remplies préalablement à l'agrément, les règles de procédure et les obligations dont le respect est une condition du maintien de l'agrément.

Il y a également lieu de distinguer les conditions relatives à l'autorité de certification et celles qui concernent son personnel.

Article 5

Le paragraphe 1er, alinéas 1er et 2, sera mieux rédigé comme suit :

"Art. 5 § 1er Préalablement à l'introduction de sa demande de certificat, le candidat crée par des moyens techniques une paire de clés comportant une clé privée et une clé publique correspondante.

Cette paire de clés peut être créée par des moyens techniques mis à sa disposition par l'autorité de certification, ou, à sa demande, directement par cette autorité.

...".

.../...

Article 6

Concernant l'alinéa 2, d), il est renvoyé à l'observation générale n° 4.

Article 7

1. Selon l'article 8, paragraphe 2, de la proposition de directive précitée,

"Les Etats membres veillent à ce qu'un prestataire de service de certification ne puisse recueillir des données personnelles que directement auprès de la personne qui en fait l'objet et uniquement dans la mesure où cela est nécessaire à la délivrance d'un certificat.
Les données ne peuvent être recueillies ou traitées à d'autres fins sans le consentement de la personne qui en fait l'objet."

Le texte de l'article 7 de l'avant-projet doit être revu pour tenir compte de la disposition précitée de la proposition de directive. Ceci vaut en particulier pour l'alinéa 4 (1).

2. A l'alinéa 3, il convient de prévoir que l'autorité de certification vérifie l'identité de la personne morale (2) et non uniquement l'identité et le pouvoir de ses représentants.

(1) Voir l'observation générale n° 1.

(2) Par exemple sa dénomination exacte et sa forme juridique.

3. L'alinéa 5, qui concerne les modalités d'utilisation de la signature numérique dans les échanges avec les administrations, n'a pas sa place dans un article qui traite des obligations de l'autorité de certification.

Il y a lieu, en outre, d'écrire : "modalités d'utilisation".

4. Au dernier alinéa, il y a lieu d'écrire :

"L'autorité de certification prend ...".

Article 9

A l'alinéa 2, il y a lieu d'écrire : "ce registre est protégé ...".

Article 11

L'alinéa 2 du paragraphe 1er prévoit que l'utilisation de la clé privée est réputée, sauf preuve contraire, être le fait de son titulaire.

Or l'article 3, § 5, assimile une signature numérique établie conformément au présent avant-projet à une signature manuscrite.

.../...

La formulation "sauf preuve contraire" laisse dans l'incertitude la question de savoir si cette disposition entend ainsi déroger à l'article 1324 du Code civil qui dispose que dans les cas où la partie désavoue son écriture ou sa signature, et dans les cas où ses héritiers ou ayants cause déclarent ne les point connaître, la vérification en est ordonnée en justice.

Cette question devrait être réglée dans le Code civil lui-même.

2. Au paragraphe 2, in fine, les mots "de la présente loi" sont inutiles et seront omis.

3. Au paragraphe 3, il serait préférable d'écrire :

"Lorsqu'un certificat est arrivé à échéance, est suspendu ou révoqué, son titulaire ne peut plus utiliser la clé privée correspondante pour signer ...".

Article 12

1. De l'accord du fonctionnaire délégué, il y a lieu au paragraphe 1er, alinéa 1er, de supprimer les mots "préalablement identifié".

En outre, il y a lieu d'écrire "titulaire du certificat" et non "titulaire de certificat".

.../...

Cette dernière observation vaut également pour l'intitulé de la section 3 et pour l'article 13, § 1er.

2. Au paragraphe 2, alinéa 1er, les mots "et motivées" sont inutiles et seront omis.

A l'alinéa 2 du même paragraphe, on écrira : "La suspension est immédiatement levée ...".

Article 15

Ainsi qu'en a convenu le fonctionnaire délégué, il convient également de viser expressément l'hypothèse de la faillite de l'autorité de certification.

Article 19

1. Tel que rédigé, l'article 19, § 1er ne fait que paraphraser l'article 1382 du Code civil; il est donc inutile.

La même observation vaut pour l'article 20.

2. Quant aux paragraphes 2 et 3, ils s'écartent de la proposition de directive communautaire. Il est renvoyé, à cet égard, à l'observation générale n° 1.

.../...

OBSERVATION FINALE

La section de législation du Conseil d'Etat observe qu'il y a un certain nombre de discordances entre le texte de l'avant-projet de loi et l'exposé des motifs. Il y a lieu de les lever.

On citera à titre d'exemples :

1. Contrairement à ce qu'indique l'exposé des motifs (p. 6), l'article 3, § 2, ne comprend pas les mots "sauf les cas prévus par la loi".

De même l'exposé des motifs fait référence à un article 3, § 4, alinéa 3, qui n'existe pas, l'article 3, § 4 ne comportant que deux alinéas.

2. Selon l'article 3, § 3, l'agrément couvre, dans tous les cas, au moins la délivrance de certificats relatifs à l'identité du titulaire du certificat.

Selon le fonctionnaire délégué, cet agrément minimal couvre la délivrance de certificats relatifs à l'identité des personnes physiques et des personnes morales, contrairement à ce que semble indiquer le point 3.3 de l'exposé des motifs.

3. L'article 13, § 2, b), renvoie à l'article 15 dont le paragraphe 2 dispose que l'administration s'assure de la révocation des certificats lorsque l'autorité de certification arrête ses activités pour des raisons indépendantes de sa volonté.

.../...

L'exposé des motifs précise que dans cette hypothèse, "on confie à l'Administration la tâche de procéder à la révocation des certificats. A cet effet, l'AC est tenue de collaborer et de transmettre toute information utile à l'Administration".

Selon le fonctionnaire délégué l'administration ne révoque elle même les certificats que si l'autorité de certification ne le fait pas spontanément.

Ces discordances doivent être supprimées.

4. Le texte néerlandais du projet devrait être rédigé en tenant compte des observations faites dans la version néerlandaise, in fine, du présent avis.

ALGEMENE OPMERKINGEN

1. Op 13 mei 1998 heeft de Europese Commissie aan het Europees Parlement, de Raad, het Economisch en Sociaal Comité en het Comité van de Regio's een voorstel voor een richtlijn van het Europees Parlement en van de Raad betreffende een gemeenschappelijk kader voor elektronische handtekeningen (1) bezorgd.

Met dat voorstel voor een richtlijn wil men het gebruik van elektronische handtekeningen bevorderen en de wettelijke erkenning ervan waarborgen. Het voorstel heeft het volgende tot doel : "(Het) biedt voor bepaalde certificatie-diensten die het publiek worden aangeboden, een wettelijk kader teneinde het goed functioneren van de interne markt op het gebied van elektronische handtekeningen te waarborgen" (artikel 1).

Net als het onderhavige voorontwerp gaat het voorstel uit van het principe dat de markt van de verlening van certificatie-diensten vrij toegankelijk moet zijn (2) en biedt het de lidstaten tegelijk de mogelijkheid om

(1) Doc COM (1998) 297 def. van 13 mei 1998 "Voorstel voor een richtlijn van het Europees Parlement en van de Raad betreffende een gemeenschappelijk kader voor elektronische handtekeningen" (Voor de EER relevante richtlijn).

(2) Het begrip "certificatiedienstverlener" stemt overeen met wat in het voorontwerp van wet "certificatie-autoriteit" wordt genoemd. De EG-terminologie verdient de voorkeur, om duidelijk aan te geven dat certificatie een privé-activiteit is.

"vrijwillige accreditatieregelingen in te voeren of te behouden die op verbetering van het certificatiedienstverleningsniveau zijn gericht" (artikel 3).

Het voorstel voor een richtlijn wijkt evenwel op een belangrijk punt van het onderzochte voorontwerp af.

Terwijl het voorontwerp immers alleen aan erkende "certificatie-autoriteiten" en houders van certificaten die door die autoriteiten zijn afgegeven een reeks verplichtingen oplegt en ook alleen aan handtekeningen vergezeld van een door een "erkende certificatie-autoriteit" uitgegeven certificaat een bijzondere juridische waarde hecht (1), bepaalt het voorstel voor een richtlijn enerzijds dat de bepalingen die de lidstaten krachtens deze richtlijn vaststellen, van toepassing zijn op alle certificatiedienstverleners die op hun grondgebied gevestigd zijn (artikel 4, lid 1), ongeacht of ze geaccrediteerd zijn of niet, en anderzijds dat de lidstaten er zorg voor dragen dat de elektronische handtekeningen die gebaseerd zijn op een gekwalificeerd certificaat dat door een certificatiedienstverlener is afgegeven die aan de vereisten van de richtlijn voldoet, dezelfde juridische waarde als een handgeschreven handtekening hebben en op dezelfde wijze als een handgeschreven handtekening in rechte aanvaardbaar zijn (artikel 5, lid 2).

Er zijn nog andere grote verschillen tussen het voorontwerp van wet en het voorstel voor een richtlijn.

(1) Zie ook artikel 3, § 4, van het voorontwerp.

Zo bijvoorbeeld blijft het begrip elektronische handtekening, aangezien die met een handgeschreven handtekening kan worden gelijkgesteld, in het voorstel voor een richtlijn neutraal ten aanzien van de gebruikte technologie en is dat begrip dus niet strikt beperkt tot asymmetrische cryptografie, zoals in het voorontwerp het geval is.

Een ander voorbeeld : in het voorstel voor een richtlijn kan de certificatedienstverlener zich aan zijn aansprakelijkheid voor fouten in de gegevens op het certificaat onttrekken als hij aantoont dat hij alle in redelijkheid mogelijke maatregelen heeft getroffen om die gegevens te verifiëren (artikel 6, lid 2) en mag hij een grens stellen aan de waarde van de transacties waarvoor het certificaat geldig is (artikel 6, lid 4). In het voorontwerp zijn zulke bepalingen niet terug te vinden, maar wordt daarentegen voorzien in een beperking van de contractbepalingen tot begrenzing van aansprakelijkheid.

Nog een ander voorbeeld : artikel 8, lid 2, van de richtlijn bepaalt dat een certificatedienstverlener persoonlijke gegevens slechts rechtstreeks van het data-subject kan verkrijgen, wat inhoudt dat de identiteit niet bij het Rijksregister van de natuurlijke personen kan worden nagegaan, zoals artikel 7, vierde lid, van het voorontwerp bepaalt voor handtekeningen die in betrekkingen met de overheid gebezigd worden.

Gelet op die verschillen staat het aan de steller van het voorontwerp te oordelen of het niet wenselijk is te wachten tot de Europese richtlijn is aangenomen alvorens die

.../...

aangelegenheid bij wet te regelen, om te voorkomen dat de wet kort na de inwerkingtreding ervan grondig moet worden gewijzigd.

Immers, in ieder geval lijkt het dat nu al, zonder groot gevaar om zich te vergissen, mag worden aangenomen dat de federale wetgever een algemene regeling voor certificatie-dienstverlening in verband met elektronische handtekeningen zal moeten opstellen en zich niet tot een regeling van de rechten en plichten van louter de erkende dienstverleners zal mogen beperken. Het is weinig waarschijnlijk dat de richtlijn die weg opgaat, die van die aard is dat de vrije verlening van die diensten in de Europese Unie en de Europese Economische Ruimte niet gewaarborgd zou worden.

2. De erkenningsregeling die in het voorontwerp wordt gepland, beperkt het vrij verrichten van diensten, daar artikel 17 van dat voorontwerp bepaalt dat certificaten die worden afgegeven door een "certificatie-autoriteit" die in een andere lidstaat van de Europese Unie gevestigd is of in een staat die partij is bij het Verdrag voor de Europese Economische Ruimte, alleen worden gelijkgesteld met certificaten die overeenkomstig het wetsontwerp worden afgegeven als die "autoriteit" op een lijst voorkomt opgesteld door de "administratie" die de "veiligheidsgraad" van de certificaten zal beoordelen.

Ook artikel 3, § 4, tweede lid, van het voorontwerp is strijdig met het vrij verrichten van diensten.

.../...

3. Artikel 3, § 5, van het onderzochte voorontwerp bepaalt dat "een digitale handtekening, gerealiseerd op grond van een certificaat uitgegeven onder de door deze wet vastgestelde voorwaarden, een handtekening (is) in de zin van artikel 1322 van het burgerlijk wetboek wanneer zij door een natuurlijke persoon voor dat doel aangebracht wordt".

Er wordt verwezen naar het huidige artikel 1322 van het Burgerlijk Wetboek.

Er dient evenwel rekening mee te worden gehouden dat artikel 3 van het voorontwerp van wet "tot wijziging van sommige bepalingen van het Burgerlijk Wetboek met betrekking tot het bewijs van verbintenissen", dat thans ter fine van advies aan de Raad van State voorgelegd is onder het nummer L. 27.982/2, tot doel heeft het genoemde artikel 1322 van het Burgerlijk Wetboek aan te vullen met de volgende leden :

"Wordt gelijkgesteld met de eigenhandig geschreven handtekening, de gegevensverzameling die ontstaat uit de transformatie van het geschrift en waaruit met zekerheid de identiteit van de auteur en zijn instemming met de inhoud van het geschrift blijkt.

Bij toepassing van vorige alinea wordt het ondertekende geschrift waarvan het behoud van de integriteit van de inhoud met zekerheid vaststaat, gelijkgesteld met een originele onderhandse akte."

De strekking van die wijziging is ruimer dan die van het onderzochte artikel 3, § 5, aangezien in de memorie van toelichting bij het voorontwerp van wet met kenmerk L. 27.982/2 het volgende staat :

.../...

"De omschrijving - "gegevensverzameling die ontstaat uit de transformatie van het geschrift" - is dermate ruim dat ze niet beperkt blijft tot de momenteel bestaande technische procédés van "digitale" handtekening."

Er zijn nog andere verschillen tussen de beide teksten : het onderzochte artikel 3, § 5, is alleen van toepassing op handtekeningen die door een natuurlijke persoon geplaatst zijn en bevat de woorden "(is) een handtekening in de zin van artikel 1322 van het burgerlijk wetboek", terwijl in artikel 1322, tweede lid, dat in het andere voorontwerp wordt ontworpen, niet wordt bepaald dat de ondertekenaar een natuurlijke persoon of een rechtspersoon moet zijn en de woorden "wordt gelijkgesteld met de eigenhandig geschreven handtekening" worden gebruikt.

De bewijskracht van de digitale handtekening behoort louter in artikel 1322 van het Burgerlijk Wetboek te worden geregeld, zo niet wordt eenzelfde situatie in twee verschillende teksten geregeld.

4. Met een digitale handtekening kan men de steller van een akte identificeren en de integriteit van die akte waarborgen, maar ze biedt toch niet dezelfde waarborgen tegen vervalsing als een handgeschreven handtekening.

Hoewel een derde een handgeschreven handtekening met bedrieglijk opzet kan namaken, kan degene aan wie een aldus ondertekende akte wordt tegengeworpen zijn schrift altijd ontkennen en een gerechtelijk onderzoek naar de echtheid ervan laten instellen (artikel 1324 van het Burgerlijk Wetboek). Via grafologisch onderzoek kan hij gelijk krijgen.

De authenticiteit van een digitale handtekening daarentegen wordt uitsluitend gewaarborgd door de geheime privésleutel van de ondertekenaar. Als een derde die geheime sleutel vindt en de digitale handtekening met bedrieglijk opzet gebruikt, moet de houder bewijzen dat hij niet de gebruiker van zijn eigen sleutel is geweest (1). In veel gevallen zal dat bewijs evenwel onmogelijk kunnen worden geleverd.

De houder van een privésleutel loopt in feite twee risico's : dat zijn sleutel toevallig openbaar raakt en dat zijn sleutel met bedrieglijk opzet wordt ontcijferd. Hij is volledig aansprakelijk voor de gevolgen van die risico's (2).

Die vaststelling leidt tot de volgende overwegingen :

- 1° zou het niet raadzaam zijn ook bepalingen over de afgifte van sleutelparen voor encryptie op te stellen ? De veiligheid van het systeem hangt immers af van de betrouwbaarheid van de gebruikte cryptogrammen. Is er, aangezien het gebruik van digitale handtekeningen zal toenemen, geen gevaar dat encryptiesleutels op de markt zullen komen die niet alle waarborgen voor veiligheid bieden ?

(1) Zie artikel 11 van het voorontwerp.

(2) Zie in die zin E. Davio, Questions de certification, signature et cryptographie, in Internet face au droit, Cahiers du Centre de Recherches Informatique et Droit, nr. 12, Brussel, Story Scientia, 1997, blz. 80 en de auteurs die door E. Davio in de voetnoten worden vermeld.

2° door de technische vooruitgang kan een sleutel die vandaag niet te ontcijferen is, dat snel niet meer zijn. Dat is trouwens één van de redenen waarom de geldigheidsduur van de certificaten beperkt is. Die beperking lost evenwel lang niet alle problemen op.

Zo schrijft E. Davio (1) het volgende :

"Une clé réputée indéchiffrable à ce jour pourrait ne plus l'être dans 5 ou 10 ans. Quelle valeur pourra-t-on reconnaître alors aux éléments de preuve constitués aujourd'hui ? ...".

In het voorontwerp wordt alleen bepaald dat de informatie die de certificatie-autoriteit aan de kandidaat-houder bezorgt, betrekking moet hebben op "de noodzaak om digitaal gehandtekening gegevens te onderwerpen aan een nieuwe handtekening wanneer de veiligheid van de bestaande digitale handtekening na verloop van tijd niet meer gewaarborgd is".

Die bepaling is kennelijk ontoereikend (2) om een antwoord te geven op de talrijke praktische vragen die ongetwijfeld zullen rijzen.

(1) E. Davio, Preuve et certification sur Internet, T.B.H., 1997, blz. 660 en volgende.

(2) Men kan zich zelfs afvragen of een maatregel die erin bestaat stukken van jaren geleden opnieuw te ondertekenen, wel haalbaar en nuttig is.

5. Artikel 2, 4°, van het voorontwerp bepaalt dat de certificaathouder "een natuurlijke, een privaot- of publiekrechtelijke rechtspersoon, een overheidsbestuur of een feitelijke vereniging" kan zijn.

Een rechtspersoon kan als zodanig geen stuk ondertekenen. Hij drukt zijn wil uit via natuurlijke personen die gerechtigd zijn om hem te vertegenwoordigen. Niets staat evenwel eraan in de weg dat aan een rechtspersoon een certificaat wordt afgegeven. Dat certificaat waarborgt dat de natuurlijke persoon die een priv  sleutel gebruikt, gerechtigd is om de rechtspersoon te vertegenwoordigen. Hoewel het aldus ondertekende stuk, overeenkomstig het Burgerlijk Wetboek geen onderhandse akte kan zijn - in artikel 3, § 5, wordt die mogelijkheid trouwens uitdrukkelijk uitgesloten - kan het echter wel een belangrijk bewijsstuk zijn, inzonderheid in handelsbetrekkingen. De rechtspersoon kan bovendien perfect ge  dentificeerd worden en de verplichtingen nakomen die de wet aan certificaathouders oplegt.

Dat geldt evenwel niet voor een feitelijke vereniging. Hoewel die in sommige gevallen rechten kan hebben, zoals het recht om in rechte op te treden, heeft ze echter geen rechtspersoonlijkheid om overeenkomsten te sluiten die rechten en verplichtingen met zich meebrengen en kan haar "identiteit" onmogelijk voor waar worden verklaard.

Wat de "overheidsbesturen" betreft, is het   f het een,   f het ander : ofwel hebben ze rechtspersoonlijkheid (Staat, gemeenschappen en gewesten, instellingen van openbaar nut ...) en vallen ze dus al onder de categorie van de (publiekrechtelijke) rechtspersonen, ofwel zijn ze geen

.../...

rechtspersonen die los staan van de overheid waartoe ze behoren en in dat geval kunnen ze niet het subject van de rechten en plichten van een certificaathouder zijn (1).

De woorden "feitelijke vereniging, feitelijke verenigingen" en "overheidsbestuur, openbare besturen" moeten dus vervallen in artikel 2, 2° en 4°, en in de overige bepalingen van het voorontwerp waar ze eveneens voorkomen.

BIJZONDERE OPMERKINGEN

Opschrift

Voorgesteld wordt het opschrift als volgt te stellen :

"Ontwerp van wet betreffende de erkende certificatie-autoriteiten met het oog op het gebruik van digitale handtekeningen" (2).

-
- (1) Niets staat eraan in de weg, en in het voorontwerp wordt dit trouwens uitdrukkelijk bepaald, dat de Staat bijvoorbeeld over verschillende elektronische handtekeningen beschikt die elk door een certificaat worden gewaarborgd en die elk door verschillende diensten van de Staat worden gebruikt. De Staat blijft hoe dan ook de houder van die certificaten.
- (2) In het Frans is alleen de benaming "signatures numériques" taalkundig correct; het is de benaming die door de Europese Commissie is gebruikt in haar mededeling van 8 oktober 1997 "Zorgen voor veiligheid van en vertrouwen in elektronische communicatie. Naar een Europees kader voor digitale handtekeningen en encryptie." (Cf. memorie van toelichting, punt 1).

.../...

De tekst van het voorontwerp die ter fine van onderzoek is overgelegd bevat geen begroeting, vermeldt niet wie de voordragende minister is en bevat geen indieningsbesluit.

Die leemten moeten verholpen worden.

Hoofdstuk I

Het woord "doelstelling" moet vervallen, aangezien de doelstellingen van een wet in de memorie van toelichting moeten staan en niet in het dispositief, dat alleen regelgevende bepalingen mag bevatten.

Artikel 3, § 1, moet om dezelfde reden vervallen.

Artikel 2

1. In punt 1° schrijve men in het Frans "signature numérique : ...".

2. In punt 2° is de formulering "privaat- of publiekrechtelijke rechtspersoon" onnodig lang.

Een rechtspersoon is immers sowieso een privaats- of publiekrechtelijke rechtspersoon.

.../...

Aangezien beide soorten rechtspersonen worden bedoeld, kan ermee worden volstaan "rechtspersoon" te schrijven.

Dezelfde opmerking geldt voor artikel 7, derde lid.

3. In punt 5° schrijve men "De minister die bevoegd is voor Economische Zaken".

4. Wat punt 6° betreft, wordt opgemerkt dat de wetgever niet gerechtigd is uitvoeringstaken rechtstreeks toe te vertrouwen aan een administratieve dienst, zoals hij in punt 6° doet. Dat is immers een prerogatief van de uitvoerende macht.

Bovendien schrijve men in de Franse tekst "agrément" in plaats van "agrération".

Deze opmerking geldt voor het hele voorontwerp.

Artikel 3

Het zou beter zijn paragraaf 4, eerste lid, als volgt te stellen :

"§ 4. Niemand is verplicht een beroep te doen op een erkende certificatieautoriteit."

.../...

Artikel 4

1. In het tweede lid wordt met de woorden "in het bijzonder" een te ruime bevoegdheid verleend aan de Koning; deze woorden moeten vervallen.

2. Is er behoefte aan genummerde onderdelen in een volzin, dan gebruike men daarvoor de tekens 1°, 2°, 3° ...

Dezelfde opmerking geldt voor de artikelen 6 en 13, § 2.

3. Een aantal voorwaarden die in artikel 4, tweede lid, worden opgesomd, lijken elkaar te overlappen. Het gaat om de punten d) en i).

4. In de Franse tekst dient wellicht "inter-opérabilité" gelezen te worden in plaats van "intéropabilité".

5. De structuur van artikel 4 zou moeten worden herzien om een onderscheid te maken tussen de voorwaarden die vervuld moeten zijn om te worden erkend, de procedure-regels en de verplichtingen die in acht moeten worden genomen om de erkenning te behouden.

.../...

Ook dient een onderscheid te worden gemaakt tussen de voorwaarden die betrekking hebben op de certificatieautoriteit en de voorwaarden die betrekking hebben op het personeel daarvan.

Artikel 5

Het zou beter zijn paragraaf 1, eerste en tweede lid, als volgt te stellen.

"Art. 5 § 1. Alvorens zijn aanvraag om een certificaat in te dienen, maakt de kandidaat met behulp van technische middelen een sleutelpaar bestaande uit een privésleutel en een overeenkomstige publieke sleutel.

Dit sleutelpaar kan worden gemaakt met technische middelen die hem door de certificatieautoriteit ter beschikking worden gesteld, of kan op zijn verzoek rechtstreeks door die autoriteit worden gemaakt.

...".

Artikel 6

Wat het tweede lid, d), betreft, wordt verwezen naar algemene opmerking nr. 4.

.../...

Artikel 7

1. Artikel 8, lid 2, van het genoemde voorstel van richtlijn luidt als volgt :

"De lidstaten dragen ervoor zorg dat een certificatie dienstverlener persoonlijke gegevens slechts rechtstreeks van het datasubject kan verkrijgen en bovendien slechts in de mate die voor de afgifte van het certificaat is vereist.
De gegevens mogen niet zonder toestemming van het datasubject voor andere doeleinden worden verzameld of verwerkt."

De tekst van artikel 7 van het voorontwerp moet worden herzien om rekening te houden met de genoemde bepaling van het voorstel van richtlijn. Dat geldt in het bijzonder voor het vierde lid (1).

2. In het derde lid dient bepaald te worden dat de certificatieautoriteit de identiteit van de rechtspersoon (2) nagaat en niet alleen de identiteit en de bevoegdheid van de vertegenwoordigers ervan.

3. Het vijfde lid, dat betrekking heeft op de nadere regels voor het gebruik van de digitale handtekening in contacten met overheidsdiensten, hoort niet thuis in een artikel dat gaat over de verplichtingen van de certificatieautoriteit.

(1) Zie algemene opmerking nr. 1.

(2) Bijvoorbeeld de juiste naam en de rechtsvorm ervan.

In de Franse tekst schrijve men bovendien :
"modalités d'utilisation".

4. In het laatste lid schrijve men :

"De certificatieautoriteit neemt ... maatregelen om na te gaan of de publieke sleutel die de kandidaat-houder met het oog op ... aanbiedt, daadwerkelijk overeenstemt met de privésleutel ... handtekeningen.".

Artikel 9

In het tweede lid schrijve men : "Dit register wordt tegen ... niet-toegelaten wijziging beschermd".

Artikel 11

Het tweede lid van paragraaf 1 bepaalt dat de privésleutel, behoudens tegenbewijs, geacht wordt te zijn gebruikt door diegene aan wie die sleutel toebehoort.

Artikel 3, § 5, stelt een digitale handtekening gemaakt overeenkomstig het voorliggende voorontwerp echter gelijk met een handgeschreven handtekening.

De formulering "behoudens tegenbewijs" laat in het ongewisseg of men aldus met deze bepaling wil afwijken van artikel 1324 van het Burgerlijk Wetboek, dat bepaalt dat

.../...

ingeval een partij haar schrift of haar handtekening ontkent, en ingeval haar erfgenamen of rechtverkijgenden verklaren dat zij dat schrift of die handtekening niet kennen, een gerechtelijk onderzoek naar de echtheid ervan wordt bevolen.

Deze kwestie moet in het Burgerlijk Wetboek zelf worden geregeld.

2. In paragraaf 2, moeten de woorden "van deze wet", die overbodig zijn, vervallen.

3. Het zou beter zijn in paragraaf 3 het volgende te schrijven :

"Wanneer een certificaat vervalt, geschorst wordt of wordt herroepen, kan de houder ervan de overeenkomstige privésleutel niet meer gebruiken om te ondertekenen ...".

Artikel 12

1. In paragraaf 1, eerste lid, dienen de woorden "vooraf geïdentificeerde" te vervallen. De gemachtigde ambtenaar is het daarmee eens.

Bovendien schrijve men "houder van het certificaat" in plaats van "certificaathouder".

.../...

Laatstgenoemde opmerking geldt ook voor het opschrift van afdeling 3 en voor artikel 13, § 1.

2. In paragraaf 2, eerste lid, zijn de woorden "en gemotiveerde" overbodig; ze moeten vervallen.

In het tweede lid van dezelfde paragraaf schrijven men : "De schorsing wordt onmiddellijk opgeheven ...".

Artikel 15

De gemachtigde ambtenaar is het ermee eens dat ook uitdrukkelijk moet worden voorzien in het geval dat de certificatieautoriteit failliet gaat.

Artikel 19

1. Zoals artikel 19, § 1, gesteld is, is het slechts een parafrase van artikel 1382 van het Burgerlijk Wetboek; het is dus overbodig.

Dezelfde opmerking geldt voor artikel 20.

2. De paragrafen 2 en 3 wijken af van het voorstel voor een communautaire richtlijn. Wat dat betreft wordt verwezen naar algemene opmerking nr. 1.

.../...

SLOTOPMERKINGEN

De afdeling wetgeving van de Raad van State wijst erop dat er een aantal discrepanties zijn tussen de tekst van het voorontwerp van wet en de memorie van toelichting. Die behoren te worden weggewerkt.

Enkele voorbeelden :

1. In tegenstelling tot wat gezegd wordt in de memorie van toelichting (blz. 6), komen in artikel 3, § 2, nergens de woorden "behoudens in de door de wet voorziene gevallen" voor.

Zo ook wordt in de memorie van toelichting verwezen naar een artikel 3, § 4, derde lid, dat niet bestaat, aangezien artikel 3, § 4, maar twee leden omvat.

2. Luidens artikel 3, § 3, houdt de erkenning in alle gevallen ten minste de afgifte van certificaten in met betrekking tot de identiteit van de houder van het certificaat.

Volgens de gemachtigde ambtenaar houdt die minimale erkenning de afgifte in van certificaten met betrekking tot de identiteit van natuurlijke personen en rechtspersonen, in tegenstelling tot wat blijkt uit punt 3.3 van de memorie van toelichting.

.../...

3. Artikel 13, § 2, b), verwijst naar artikel 15, waarvan paragraaf 2 bepaalt dat de "administratie" zich ervan vergewist dat de certificaten herroepen zijn wanneer de certificatieautoriteit haar activiteiten stopzet om redenen buiten haar wil.

In de memorie van toelichting staat dat in dat geval "aan de Administratie de taak (wordt) toevertrouwd om over te gaan tot de herroeping van de certificaten. Daartoe moet de CA samenwerken met de Administratie en haar de nodige informatie verschaffen".

Volgens de gemachtigde ambtenaar herroept "de administratie" alleen zelf de certificaten wanneer de certificatieautoriteit dat niet uit eigen beweging doet.

Die discrepanties moeten worden weggewerkt.

4. De Nederlandse tekst van het ontwerp is uit een oogpunt van correct taalgebruik onzorgvuldig gesteld. Zo bevat hij niet alleen niet-correcte termen (bv. "afleveren" wanneer bedoeld wordt de afgifte van bescheiden, "toelaten" in de betekenis van "in staat stellen"), maar is de terminologie in die tekst ook niet-consequent (bv. het correcte "houder" naast het niet-correcte "titularis", "Rijksregister" doch ook "nationaal register", "overheidsbestuur" maar ook "openbare besturen"). Ook wordt nodeloos van de ontworpen EG-terminologie afgeweken (bv. "private sleutel" in de ontworpen wet tegenover "privésleutel" in het voorstel voor een richtlijn). Ten overvloede worden hierna enige tekstvoorstellen gedaan.

.../...

Artikel 2

In 1° zou "houder" geschreven moeten worden in plaats van "titularis" en "privésleutel" in plaats van "private sleutel". Deze opmerkingen gelden voor heel het ontwerp. In 3° zou "afgeeft" of "uitreikt" geschreven moeten worden in plaats van "aflevert". Deze opmerking geldt mutatis mutandis voor heel het ontwerp.

Artikel 3

Het tweede lid van paragraaf 2 is slaafs uit het Frans vertaald en derhalve zulk een stuntelig Nederlands dat de tekst vast onbegrijpelijk is. Een soortgelijke opmerking geldt voor artikel 6, tweede lid, d); artikel 7, vierde lid; artikel 11, paragraaf 2.

Artikel 4

In het tweede lid, m) schrijve men "wijze van controle" in plaats van "controlemodaliteiten". Voorts wordt erop gewezen dat hier opeens sprake is van "het bestuur bedoeld in artikel 2, 6°", ofschoon in artikel 2, 6° een definitie gegeven wordt van "administratie", waar beter "overheidsdienst" of "overheidsbestuur" had gestaan.

.../...

Hoofdstuk 3 (dat hoofdstuk III wordt)

Het opschrift bevat verschrijvingen die het onleesbaar maken.

Artikel 11

In paragraaf 2 zou het correcter zijn "laten schorsen" en "laten herroepen" te schrijven in plaats van "doen schorsen" en "doen herroepen". Een soortgelijke opmerking geldt voor paragraaf 3.

Artikel 12

In paragraaf 1 zou het woord "terug", dat niet alleen overtollig is maar in casu ook verkeerd gebruikt is in de betekenis van "weer", moeten vervallen.

Artikel 14

In paragraaf 2, tweede lid, schrijve men "tegenwerpbaar" in plaats van "tegenstelbaar" en in paragraaf 3, tweede lid, "die een belang aantoonst" in plaats van "een belang aantoonst".

Het gehele ontwerp zou verder van alle taalongerechtigheden gezuiverd moeten worden.

La chambre était composée de

De kamer was samengesteld uit

Messieurs R. ANDERSEN,
de Heren

C. WETTINCK,
P. LIENARDY,

F. DELPEREE,
J. KIRKPATRICK,

président de chambre,
kamervoorzitter,

conseillers d'Etat,
staatsraden,

assesseurs de la
section de législation,
assessoren van de
afdeling wetgeving,

Madame M. PROOST,
Mevrouw

greffier,
griffier.

Le rapport a été présenté par
M. L. DETROUX, auditeur adjoint.
La note du Bureau de coordination a
été rédigée par M. A. LEFEBVRE et
exposée par M. C. NIKIS,
référéndaires adjoints.

Het verslag werd uitgebracht
door de H. L. DETROUX, adjunct-
auditeur. De nota van het Coör-
dinatiebureau werd opgesteld door
de H. A. LEFEBVRE en toegelicht
door de H. C. NIKIS, adjunct-
referendarissen.

La concordance entre la version
française et la version néerlandai-
se a été vérifiée sous le contrôle
de M. R. ANDERSEN.

De overeenstemming tussen de
Franse en de Nederlandse tekst
werd nagezien onder toezicht van
de H. R. ANDERSEN.

LE GREFFIER - DE GRIFFIER,

LE PRESIDENT - DE VOORZITTER,

M. PROOST

R. ANDERSEN